Communiqué de presse

CGT Educ'Action Dijon – 2 rue du Parc – 71100 Chalon sur Saône
dijon@cgteduc.fr

Ce 26 août, Jean-Michel Blanquer a tenu sa conférence de presse de rentrée, suivie par la diffusion du protocole sanitaire.

Rien de nouveau, si ce n'est l'obligation pour les enseignant·es de maternelle de porter le masque, ainsi que pour toutes et tous (élèves et enseignant·es) dans le second degré que ce soit à l'intérieur des locaux ou à l'extérieur. Mieux, le protocole est allégé puisque le nettoyage des locaux n'est désormais obligatoire qu'une seule fois par jour.

En cas de contamination des tests sont prévus pour les personnels et les élèves, mais les gestions des situations, l'éventuelle fermeture d'une classe, d'une école ou d'un établissement se feront localement, au cas par cas.

Les personnels bénéficieront de masques fournis par l'administration (sans cependant satisfaire aux exigences de prévention santé-travail puisqu'il s'agit de masques « grands publics » et sans savoir s'ils seront renouvelés en cours d'année). Quant aux personnels fragiles, qu'ils et elles soient rassuré·es, ils et elles seront remplacé·es en cas de maladie.

Concernant les familles, pour le ministre Blanquer le masque est « une fourniture comme une autre », allant même jusqu'à le comparer à une trousse ! Si le port du masque devient obligatoire, la CGT Educ'Action Dijon demande la gratuité de ceux-ci, car si l'allocation de rentrée a bien été augmentée, ce budget ne sera pas suffisant pour fournir des masques aux enfants tout au long de l'année. Une fois encore ce sont les familles les plus précaires qui seront pénalisées par ces mesures.

Fidèle à sa ligne de communication, Jean-Michel Blanquer a confirmé que l'Education nationale est prête pour l'enseignement à distance. C'est un mensonge. Aucune formation n'a été dispensée, aucun matériel informatique supplémentaire n'est venu équiper les personnels et en matière de moyens supplémentaires, nous apprenons la mise à disposition de 2000 ordinateurs au niveau national.

Enfin concernant la revalorisation des traitements et salaires des enseignant·es, celle-ci serait « sur la table » d'après le ministre. En réalité, des discussions doivent se poursuivre avec les organisations syndicales dans les prochaines semaines. Pour les autres personnels, hors cadres hiérarchiques, c'est aussi l'indigence. Quant à la prime d'équipement informatique, Jean-Michel Blanquer l'a renvoyée à « l'année civile prochaine ». Si cette prime venait enfin réparer le scandale consistant à faire porter la charge financière aux enseignant·es de leur outil de travail, elle ne remplacerait en rien une augmentation conséquente des traitements et salaires. La CGT Educ'Action demande le dégel du point d'indice accompagné d'un rattrapage conséquent des traitements et salaires.

L'Education nationale doit assurer son devoir de protection de l'ensemble des agents, en s'adaptant notamment à la situation des personnels les plus exposés (AESH et enseignant·es de primaire et maternelle). Elle doit permettre l'accueil de toutes et tous dans des conditions sanitaires optimales : il n'y a pas à sacrifier la santé des personnels, des élèves et des familles et les moyens doivent être investis massivement pour permettre de concilier ces exigences. Dans tous les cas, la gratuité des masques pour les familles n'est pas négociable.

En ce qui concerne la rentrée, elle se passe dans la continuité des différentes étapes de la réouverture des écoles et établissements lors du déconfinement, sans plus de concertation et dans une approximation peu rassurante. Depuis des mois les organisations syndicales, dont la CGT, réclament un budget exceptionnel pour pouvoir faire face à une rentrée sous Covid en particuler la réduction des effectifs par classe par le recrutement de personnels y compris santé et sociaux, et l'aménagement des locaux.

Pour toutes ces raisons, la CGT Éduc'Action contribuera à une rentrée offensive et revendicative.

Elle appelle d'ores et déjà à la réussite de la journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations du 17 septembre pour une hausse des salaires, contre la réforme des retraites et de la Fonction publique et pour des moyens pour une École qui rompe avec la logique de concurrence et de tri social.

A Dijon, le 28 août 2020